

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

Subdivision Ardèche
Affaire suivie par : Eric GALLAND
Tél. : 04 75 82 76 24
Courriel : eric.galland@developpement-durable.gouv.fr

Ref. : 20200409-RAP-DAEN0330

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE
Guichet unique des installations classées pour la
protection de l'environnement
SGAD
Préfecture de l'Ardèche - BP721
07007 PRIVAS Cedex

Privas, le

16 AVR. 2020

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Société CTI à LE CHEYLARD

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Augmentation de capacité et modification des conditions de fonctionnement

Document de référence : Dossier de demande déposé en préfecture de l'Ardèche le 5 octobre 2018 et complété à plusieurs reprises

Adresse de l'établissement : CTI – Site de Chabannes
39 avenue de Chabannes
07 160 Le Cheylard

Activité principale : Teinture et impression de tissus. Enduction sur tissus

Code S3IC de l'établissement : 61-2338

Priorité DREAL : A enjeux

Pièce jointe : Projet d'arrêté

Original : Préfecture 07

Copies : inspecteur signataire, chrono sub 2

1. Contexte

Après la vente en 2016 de sa branche textile pour l'automobile à la société INTERTEX devenue TESCA France, la société CTI (Chomarat Textiles Industries) a conservé les activités suivantes sur le site de Chabannes au CHEYLARD :

- gestion des bâtiments et des utilités principales (alimentation électrique, alimentation en eau, fourniture de l'air comprimé) nécessaires au fonctionnement des deux sociétés,
- gestion du réseau d'extinction incendie,
- enduction PVC (polychlorure de vinyle),
- enduction PU (polyuréthane),
- extrusion polyoléfine, PVC, ou autres thermoplastiques,
- impression, finition, vernissage, grainage,
- impression sur textile,
- zone de préparation des diverses pâtes,
- zone de stockage des produits chimiques,
- zones de stockage des matières premières et des produits finis.

La nouvelle situation du site a été validée dans l'arrêté préfectoral n° DDCSPP/SAE/030316/04 du 3 mars 2016.

Depuis cette évolution du site, la ligne PU4 qui avait fait l'objet d'un arrêté en 2012 mais qui n'avait pas été mise en exploitation, a été modifiée pour passer du principe de la dépose « hélios » avec produit « primaire hélios » au principe de la dépose « reverse » avec produit « primaire reverse ». Cette modification a généré beaucoup de problèmes qui ont été longs à régler.

Au cours des dernières années, l'activité du site est plutôt en croissance avec un chiffre d'affaires qui progresse mais une rentabilité qui chute.

Au cours des derniers mois le groupe a recruté 21 personnes.

La société TESCA France ayant repris les activités de teinture générant les plus importants rejets aqueux avait la gestion de la station d'épuration du site et donc des eaux de process des deux sociétés.

Cette société a cessé l'ensemble de ses activités depuis fin janvier 2020 et est en train de démonter l'ensemble de l'outil de production. Les locaux devraient être libres pour fin juin 2020.

Cet arrêt impacte CTI dans plusieurs domaines :

- gestion de ses effluents aqueux ;
- réduction des prélèvements dans la rivière ;
- réduction de la demande en vapeur.

Tous les points évoqués ci-dessus ont donné lieu à la fourniture successive de plusieurs dossiers transmis à l'inspection des installations classées.

Le présent rapport traite de l'ensemble des modifications intervenues ou à venir au sein du site CTI.

2. Rappel sur la procédure

Dès 2017, il a été acté que la modification du mode d'utilisation de la machine PU4 serait traitée comme une modification notable, mais non substantielle.

L'élaboration du dossier de porter à connaissance de cette modification et des modifications induites de certains autres outils de production a été longue et le dossier a finalement été transmis au préfet de l'Ardèche le 5 octobre 2018 (accusé de réception du 16 octobre 2018).

Le dossier n'a pas été instruit au cours de l'année 2019, en raison des problèmes rencontrés dans le cadre de la mise en production de la PU4 qui ne permettaient pas d'avoir toutes les informations complémentaires nécessaires et posaient même l'avenir de cette ligne de production, auxquels s'ajoutait l'avenir incertain de la société TESCA qui pouvait changer la situation dans des domaines très importants.

Les derniers éléments permettant l'instruction de tous les modifications intervenues au cours des dernières années sur ce site ont finalement été fournies le 28 février 2020 puis le 1er avril 2020.

Ce dossier est donc instruit selon l'ancienne procédure sans examen au cas par cas.

3. Rappel du classement des activités classées exploitées sur le site

Le site dispose de :

- 3 lignes d'extrusion (E1, E2, E3) qui permettent la transformation de granulés de PVC, PE, PP ;
- 3 lignes d'enduction (Rames PU, PU3, PVC) pour des opérations d'impression/vernissage ;
- 1 ligne PU4 qui a été modifiée par rapport à ses conditions de fonctionnement d'origine ;
- 2 lignes d'impression (B10, B12) ;
- des équipements de finition (4 lignes de grainage, 2 tables de découpage, contrôle) ;
- des stockages de matières premières et de produits finis ;
- des chaudières, des groupes froid ;
- un oxydateur thermique pour traiter les rejets gazeux contenant des solvants ;
- une cuve de gaz.

Les activités de productions ainsi que les utilités nécessaires ont leur fonctionnement actuellement réglementé par l'arrêté de 2016 sont reprises dans le tableau suivant :

Désignation des activités	Rubrique de la nomenclature	Seuils classement	Quantités stockées/ Production	Régime
Traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques, notamment pour des opérations d'apprêt, d'impression, d'imperméabilisation, ...	3670	Consommation de solvant supérieure à 200 t/an	218 t/an	A
Dépôt de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	4331-3	$100t \leq Q < 1000t$	120 t	E
Dépôt de produits pétroliers (gazole, fioul lourd, ...)	4734-2c	$50t \leq Q < 500t$	200 t	DC
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 2	4120-2b	$1t \leq Q < 10t$	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 (inhalation)	4130-2b	$1t \leq Q < 10t$	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 (voie d'exposition orale)	4140-2b	$1t \leq Q < 10t$	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité spécifique pour certains organes cibles.	4150-2	$5t \leq Q < 20t$	inférieure à 20 t	D
Teinture, impression de matières textiles	2330-1	$1 \text{ t/j} < P$	1,2 t/j	A
Emploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomère (transformation)	2661-1-b	$10 \text{ t/j} < q < 70t/j$	15,7 t/j	E

Application par enduction à la racle ou au pistoletage de matières plastiques sur support de type textile, non tissé et mousse	2940-2a	100 kg/j < q	3,5 t/j	A
Entrepôts couverts	1510-3	5000 m ³ < V < 50 000 m ³	1000 t, M combustibles volume de stockage 12 900 m ³	DC
Installation de combustion	2910-A-2	2MW < P < 20MW	9,7 MW FL 3,8 MW FL 0,93 MW GP 0,46 MW GP 0,75 MV GP Incinérateur 1 MW GP 0,93 MW (GP) Puissance totale : 17,57 MW	DC
Dépôt de gaz combustible liquéfié	4718	6 t < q < 50 t	25 t	DC
Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur support tel que textile	2450-2-b	50 kg < q ≤ 200 kg/j	Vernis et impression : 200 kg/j	D
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères	2662-3	100 m ³ < q < 1000 m ³	< 1000 m ³	D
Chauffage par fluide thermique avec T° d'utilisation < point éclair	2915-2°	Q > 250 l	8900 l 5 installations	D
Atelier de charges d'accumulateurs	2925	P > 50 kW	19 postes fixes	D
Nomenclature "EAU"				
Prélèvement d'eau dans la DORNE Soit par canal, soit par pompage	1.2.1.0-1°	5 % < d	20 %	A
Rejet des eaux pluviales	2.1.5.0-2°	1 ha < S > 20 ha	6,6 ha	D

4. Présentation des modifications intervenues depuis 2016

4-1 : La ligne PU4

La transformation de la machine PU4 pour qu'elle fonctionne sur le principe reverse Roll avec des vernis en phase aqueuse permet :

- le dés-engorgement de la ligne PU3 ;
- la réduction de la quantité de vernis utilisés en phase solvant ;
- la réponse à de nouveaux besoins des clients de CTI et le développement vers d'autres marchés.

La ligne d'enduction, d'impression et de vernissage en phase aqueuse PU4 est équipée de trois têtes d'impression en série et dispose d'un four, composé de 9 caissons auxquels s'ajoute deux zones entrée/sortie (sans chauffage). La température maximale du four est prévue à 140 °C.

Le fluide de chauffe est réchauffé par une chaudière de 968 kW.

La part de COV dans les rejet sera comprise entre 5 % et 10 %, en effet même en phase aqueuse il n'est pas possible d'avoir 0 %.

Les hypothèses de fonctionnement retenues pour la PU4 amènent au dépôt de d'environ 70 tonnes de vernis et environ 4 tonnes de solvants par an.

Les analyses réalisées par l'APAVE en phase d'essai ont permis de déterminer que cette ligne rejette environ 0,45 kg/h de COV dont 0,24 kg/h au niveau de l'émissaire du four n°1 avec une concentration légèrement supérieure à 100 mg/Nm³ (140).

Bien qu'il s'agisse d'un flux faible, la société CTI a étudié s'il était possible de traiter les rejets gazeux du four n°1 dans l'incinérateur.
Cet équipement a un débit de 35 000 Nm³/h et est prévu pour traiter des rejets très chargés en solvants (jusqu'à 7 g/Nm³).

Il s'avère qu'un tel raccordement n'est pas possible, l'incinérateur étant saturé par les rejets des lignes PU2 et PU3, de plus les rejets de la PU4 ne sont pas assez chargés en solvants.

La seule solution économiquement possible pour réduire les rejets de COV de la ligne PU4 sera donc de réduire au maximum la concentration des solvants dans la formulation.

Concernant les rejets aqueux, en phase de fonctionnement la ligne PU4 ne génère aucun rejet. Les effluents aqueux produits sont consécutifs au lavage des bacs à encre lors des changements de production.

Ces effluents sont récupérés dans des conteneurs de 1000 l.

4-2 : Classement des activités principales du site.

Avec la transformation de la machine PU4 ainsi que le passage de la PU3 en fonctionnement selon le mode « hélios », en prenant les quantités maximales de produits qui seront utilisés sur chacune des lignes de production, les critères de classement des activités de vernissage, enduction et impression sous les rubriques 2450-A, 2940-2 et 3670 sont légèrement modifiés.

Modes d'application relevant de la rubrique 2450.

Sur la base des achats de matières premières et du transfert d'une partie de l'activité vers la ligne PU4, la quantité journalière mise en œuvre sur la ligne PU3 peut être estimée à 1100 kg.

Par ailleurs, cette ligne fonctionnant désormais sous le mode « hélios », son classement relève plutôt de la rubrique 2450 au lieu de la 2940.

Avec une quantité de 1100 kg de produits susceptibles d'être déposés par jour le site relève désormais du régime de l'autorisation sous la rubrique 2450-A-a.

Modes d'application relevant de la rubrique 2940.

Pour la ligne PU2, en fonction des consommations passées, de la progression d'activité à venir et de la nature des formules utilisées (plus de 80 % avec des faibles taux de solvants) la capacité retenue pour le classement, en tenant compte du coefficient 0,5 pouvant être appliqué à 80 % des produits déposés, ressort à 900 kg/j.

Pour la ligne PVC, toutes les formulations pouvant se voir attribuer un coefficient 0,5, la capacité maximale de produits déposés à prendre en compte pour le classement ressort à 1372 kg/j.

Pour la ligne PU4, tous les produits utilisés étant en phase aqueuse et se voyant donc attribués un coefficient 0,5, la capacité maximale de produits déposés à prendre en compte pour le classement ressort à 149 kg/j.

Pour l'ensemble du site, la quantité journalière à prendre en compte sous la rubrique 2940 est donc de 2421 kg/j.

Avec une quantité de 2421 kg de produits susceptibles d'être déposés par jour le site relève toujours du régime de l'autorisation sous la rubrique 2940-2-a.

Classement au titre de la rubrique 3670 (IED)

Pour cette rubrique c'est la consommation annuelle de solvants qui doit être prise en compte.

Malgré une forte augmentation de l'activité sur le site, la mise en fonctionnement de la ligne PU4 en phase aqueuse et le transfert d'une partie de l'activité de la ligne PU3 vers cette ligne permet de contenir la consommation de solvant.

Au titre de la rubrique 3670, la consommation annuelle à prendre en compte est de 220 tonnes, le site relève donc toujours de la directive IED.

Modifications des chaudières

Dans le but de réduire les rejets atmosphériques et d'améliorer le rendement énergétique, les deux principales chaudières du site qui fonctionnaient au fioul lourd ont été passées au gaz en septembre dernier.

Les brûleurs installés sont des brûleurs bas NOx et permettent d'adapter la puissance de chauffe à la demande.

Cette modification permet de régler les problèmes de dépassement de la VLE en poussière qui avait été constaté notamment lors du contrôle inopiné 2018.

La puissance thermique des deux chaudières principales est désormais de 3,06 MW et 6,3 MW. Avec l'arrêt de TESCA France, la capacité de production de vapeur est sur-dimensionnée, l'une des deux chaudières ne sera plus utilisée qu'en secours.

Ces modifications ont été portées à la connaissance de l'inspection le 28/2/2020 désormais la chaudière de 3,06 MW sera la chaudière principale et la chaudière de 6,3 MW sera utilisée en secours avec essai de démarrage tous les 3 jours.

Par ailleurs cette modification engendre également la suppression du stockage de fioul lourd (200 tonnes) classé sous la rubrique 4734-2-c. Les 2 cuves correspondantes vont être vidangées, nettoyées et dégazées.

4-3 : Impact des dernières modifications et des modifications à venir sur les rejets atmosphériques

Émissions de COV

Le réfractaire de l'incinérateur a été refait au cours de l'été 2018, lors de la dernière analyse, les rejets en COVT ont été mesurés à 22,3 mg/Nm³ pour une VLE à 50 mg/Nm³ compte tenu du rendement de l'équipement.

Les flux en sortie de l'incinérateur a ainsi été mesuré à 0,451 kg/h.

La nouvelle ligne PU4 rejetant également un flux de 0,45 kg/h (sans traitement), il apparaît que les rejets totaux en COV pour tout le site seront légèrement inférieurs à 1 kg/h.

Émissions de NOx

Le dernier contrôle réalisé sur les 2 nouvelles chaudières gaz (3,06 MW et 6,3 MW) a permis de démontrer que leurs brûleurs bas-NOx permettent de respecter la valeur limite de 150 mg/Nm³.

Pour les petites chaudières associées au ligne PU2 et PU4, elles émettent actuellement des concentrations en NOx légèrement supérieures à la valeur limite de 150 mg/Nm³, CTI est en train d'étudier diverses solutions (remplacement des chaudières, remplacement des brûleurs, ...) pour respecter la réglementation.

4-4 : Impact sur les prélèvements d'eau dans la rivière Dorne

CTI gère l'approvisionnement en eau industrielle des deux établissements du site.

TESCA consommant la plus grande partie de l'eau industrielle du site, l'arrêt de son activité va réduire considérablement les besoins en eau.

Concernant CTI, les besoins en eau pour la PU4 sont limités et il est prévu divers aménagements (suppression de la machine E1 qui a un circuit ouvert de refroidissement, retour des condensats) qui vont permettre des économies d'eau.

L'autorisation actuelle de prélèvement fixée à 250 000 m³/an pour le site peut passer à une autorisation maximale de 20 000 m³/an, soit plus de 12 fois moins qu'actuellement.

Ce volume annuelle étant estimé à partir du débit maximal de 90 m³/j sollicité par CTI pour pouvoir faire fonctionner ses activités en ayant un coefficient de sécurité.

Malgré cette importante réduction des prélèvements, CTI souhaite conserver son mode d'approvisionnement (barrage + canal d'amener). Une mission a été confiée au cabinet CAPSE pour élaborer un dossier de mise en conformité du prélèvement en rivière.

L'étude CAPSE transmise le 01/04/2020 démontre que pour un prélèvement annuel de 38 000 m³/an (valeur figurant dans l'arrêté actuel de CTI pour ses besoins), l'impact du prélèvement est très faible. En effet, un tel prélèvement représente un débit moyen de 12 l/s alors que le débit réservé de la rivière Dorne est de 175 l/s.

Il sera d'autant plus faible en réduisant à 20 000 m³/an le volume autorisé au prélèvement puisque le débit moyen prélevé ne sera plus que de 6,3 l/s. Le débit moyen inter annuel de la rivière Dorne étant de 1751 l/s, la quantité d'eau prélevée ne représentera en moyenne que 0,4 % de ce débit.

De plus CTI propose la mise en conformité point de prélèvement en réalisant une échancrure dimensionnée pour laisser passer le débit réservé au niveau du barrage, en implantant une sonde de mesure et en motorisant la vanne d'entrée dans le canal d'amener.

4-5 : Impact sur les effluents rejetés au réseau public

L'arrêt de l'activité de TESCA qui gérât (traitement, contrôles, autorisation de rejet) les effluents du site a obligé CTI à réaliser une étude permettant de démontrer la possibilité de continuer à rejeter ses effluents au réseau public.

L'étude transmise à l'inspection le 28/02/2020 s'appuie sur de nombreuses analyses portant sur :

- les effluents de l'impression textile qui constituent le plus gros volume à rejeter ;
- les formules utilisées sur la PU4 ;
- les eaux de lavage des bacs à encre de la PU4 ;
- des essais de mélange des différents effluents dans des proportions pouvant être rencontrées au cours du fonctionnement du site ;
- des essais de prétraitement des effluents en milieu acide.

Par ailleurs, l'impact des rejets des effluents concentrés de la PU4 sur le fonctionnement de la station d'épuration intercommunale a été évalué et a permis de démontrer qu'ils ne remettraient pas en cause la conformité du rejet de la station.

En s'appuyant sur tous ces éléments CTI propose de maintenir les valeurs autorisées au rejet dans son arrêté actuel et a entrepris des démarches auprès du gestionnaire du réseau pour obtenir une nouvelle convention de rejet sur cette base.

En raison des élections et des derniers événements (crise sanitaire) la signature de cette convention n'a pas encore pu avoir lieu.

CTI va mettre en place tout le matériel nécessaire au contrôle de ses effluents.

4-6 : Impact sur la situation acoustique

La ligne PU4 est implantée dans un local existant située au centre de l'usine, son fonctionnement n'engendre pas de bruits susceptibles d'aggraver la situation existante.

Par ailleurs, les diverses installations annexes dont le fonctionnement était à l'origine de dépassements des niveaux sonores acceptables dans le voisinage (constat fait dans le cadre de l'étude acoustique réalisée pour le porter à connaissance), ont été traitées (insonorisation des groupes froid). Les mesures de contrôles ont démontré un retour à une situation conforme.

5. Examen de l'impact réglementaire et environnemental des modifications déclarées

5-1 : Classement des activités

Faire relever la ligne PU3 de la rubrique 2450 en raison de son procédé « hélios » apparaît logique. De ce fait les quantités prises en compte sous cette rubrique ont nettement augmenté (de 190 kg/j à 1100 kg/j) et font passer le classement du régime de la déclaration au régime de l'autorisation. Ce changement peut être admis au titre du bénéfice de l'antériorité, la ligne PU3 étant précédemment prise en compte dans la rubrique 2940, comme le démontre l'examen ci-après de la situation au regard de la rubrique 2940 pour laquelle la quantité à prendre en compte diminue.

Pour la rubrique 2940, compte tenu du transfert des quantités employées sur la PU3 vers la rubrique 2450 et de l'emploi de produits à base aqueuse sur la nouvelle PU4, la quantité équivalente à prendre en compte pour le classement diminue et passe de 3500 kg/j à 2421 kg/j.

L'activité relève toujours du régime de l'autorisation, mais la quantité équivalente autorisée ayant diminuée, la situation est tout à fait acceptable.

Pour la rubrique 3670, le transfert d'une partie de la PU3 vers la PU4 qui utilise des formules en base aqueuse, permet de contenir la quantité de solvants utilisés annuellement, cette quantité passant de 218 t dans l'arrêté actuel à 220 t. La situation est quasiment identique et l'établissement reste soumis à la directive IED. Cette légère modification est tout à fait acceptable.

5-2 : Rejets atmosphériques

Les émissions horaires de COV lorsque toutes les lignes fonctionneront vont être doublées mais les émissions totales du site resteront dans des niveaux très faibles, car inférieures à 1 kg/h.

A titre d'exemple, pour les installations appliquant des solvants et ne relevant pas d'une activité particulière, l'arrêté du 2 février 1998 modifié fixe à 2 kg/h, le niveau à partir duquel la valeur limite en concentration de 110 mg/N m³ doit être fixée.

Pour les activités d'impression et vernissage sur tissus, ce même arrêté indique que si la consommation est supérieure à 5 t/an, les prescriptions ci-dessus sont remplacées et que d'autres critères doivent être pris en compte (tonnage annuel consommé) et d'autres valeurs imposées au rejet (100 mg/N m³ voir 50 mg/N m³).

La ligne PU4 fonctionnant en phase aqueuse, étant implantée dans un local spécifique et ne pouvant pas être raccordée à l'installation de traitement des autres lignes fonctionnant avec des solvants, peut être considérée comme indépendante et si l'on prend la consommation annuelle de solvants prévue sur cette ligne elle est inférieure à 5 t (4,15 t).

Par ailleurs, si les 4 points de rejet des fours de la ligne PU4 avaient été regroupés en une seule cheminée, la concentration moyenne à l'émission aurait été de 60 mg/Nm³.

Dans ces conditions, il semble possible d'accepter de fixer une concentration au rejet légèrement supérieure à 100 mg/Nm³ pour le four n°1 de la ligne PU4. La mise en place d'une unité de traitement pour ce seul émissaire permettant d'abaisser la concentration de 140 à 100 mg/Nm³, n'apparaît pas économiquement acceptable.

Par ailleurs, ces émissions vont progressivement diminuer avec la réduction de la concentration en solvants dans les formules à base aqueuse.

Concernant les émissions de NOx, CTI a fait un gros effort en passant les deux principales chaudières au gaz et en les dotant de brûleurs « bas-NOx ». De plus des études sont en cours (réglage, remplacement, changement de brûleur, regroupement) pour les petites chaudières associées aux lignes d'enduction.

Il apparaît que la société CTI a une politique de réduction continue des émissions atmosphériques et applique les meilleures techniques disponibles (MTD).

5-3 : Prélèvements d'eau dans la rivière Dorne

CTI gérant les prélèvements pour les deux sociétés du site, l'arrêt d'activité de TESCA réduit considérablement les prélèvements qu'elle va devoir réaliser. De plus, CTI a une politique de réduction des besoins en eau, il en résulte que l'autorisation de prélèvement va pouvoir passer de 250 000 m³/an à 20 000 m³/an, entraînant un impact nettement réduit et très faible sur la rivière.

Par ailleurs, la mise en conformité du point de prélèvement et des conditions de prélèvement en période de basses eaux, selon les préconisations de l'étude CAPSE est programmée dès cet été.

Les propositions de CTI sont tout à fait acceptables.

5-4 : Rejet d'effluents dans le réseau public muni d'une STEP

CTI propose de conserver les valeurs imposées dans son arrêté actuel pour ses propres rejets et de négocier une nouvelle convention de rejet à la baisse.

Les simulations fournies démontrent que l'effluent sera acceptable par la STEP et n'altérera pas son fonctionnement.

La proposition de CTI peut être validée.

5-5 : Situation acoustique

La mise en exploitation de la ligne PU4 ne change pas une situation qui est redevenue conforme depuis les derniers aménagements réalisés par CTI.

Comme le lui impose la réglementation, CTI fait régulièrement réaliser des campagnes de mesures acoustiques dans son environnement.

Ce point n'appelle pas de commentaire.

5-6 : Nouveau classement de toutes les activités :

Compte tenu des modifications décrites précédemment, le nouveau tableau du classement des activités de CTI est présenté ci-après.

Désignation des activités	Rubrique de la nomenclature	Seuils classement	Quantités stockées/ Production	Régime
Traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques, notamment pour des opérations d'apprêt, d'impression, d'imperméabilisation, ...	3670	Consommation de solvant supérieure à 200 t/an	220 t/an	A
Teinture, impression de matières textiles	2330-1	1 t/j < P	1,2 t/j	A
Imprimerie ou atelier de reproduction graphique (héliog) sur support tel que textile	2450-A-a	Q < 200 kg/j	Vernis et impression : 1100 kg/j	A
Emploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomère (transformation)	2661-1-b	10 t/j < q < 70t/j	15,7 t/j	E
Application par enduction à la raclette ou au pistoletage de matières plastiques sur support de type textile, non tissé et mousse	2940-2-a	100 kg/j < q	2,5 t/j	A
Dépôt de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	4331-3	100t ≤ Q < 1000t	120 t	E
Entrepôts couverts	1510-3	5000 m ³ < V < 50 000 m ³	1000 t, M combustibles volume de stockage 12 900 m ³	DC
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères	2662-3	100 m ³ < q < 1000 m ³	< 1000 m ³	D

Installation de combustion	2910-A-2	2MW < P < 20MW	6,3 MW GP (secours) 3,06 MW FL 0,93 MW GP 0,46 MW GP 0,75 MW GP Incinérateur 1 MW GP 0,96 MW (GP) P totale : 13,46 MW	DC
Chauffage par fluide thermique avec T° d'utilisation < point éclair	2915-2°	Q > 250 l	8900 l 5 installations	D
Atelier de charges d'accumulateurs	2925	P > 50 kW	19 postes fixes	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 2	4120-2b	1t ≤ Q < 10t	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 (inhalation)	4130-2b	1t ≤ Q < 10t	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 (voie d'exposition orale)	4140-2b	1t ≤ Q < 10t	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité spécifique pour certains organes cibles.	4150-2	5t ≤ Q < 20t	inférieure à 20 t	D
Dépôt de gaz combustible liquéfié	4718-2-b	6 t < q < 50 t	25 t	DC
Nomenclature "EAU"				
Prélèvement d'eau dans la DORNE Soit par canal, soit par pompage	1.2.1.0-1	5 % < D	10 %	A
Rejet des eaux pluviales	2.1.5.0-2°	1 ha < S > 20 ha	2,6 ha	D

6. Examen de l'étude de dangers

Dans le cadre de la précédente modification du site, il avait été demandé à l'exploitation de fournir une étude de dangers, une telle étude n'ayant jamais été réalisée pour ce site.

L'étude de dangers fournie contient les documents suivants :

- description du site (dans le cadre du dossier général de porter à connaissance) ;
- analyse des risques ;
- identification des potentiels de dangers (internes, externes) ;
- évaluation préliminaire des risques ;
- mesures générales de prévention ;
- synthèse de l'APR ;
- quantification et hiérarchisation des différents scénarios ;
- classement des différents phénomènes dangereux ;
- conclusion.

Les points à retenir de l'examen de cette étude de dangers sont précisés ci-après.

Analyse des risques - identification des potentiels de dangers (internes, externes)

Les risques liés aux matières premières sont :

- l'incendie accompagné de dégagements toxiques pour les matières plastiques ;
- L'incendie, l'explosion et la perte de confinement pour les liquides et gaz inflammables ;
- la perte de confinement pour les produits présentant une toxicité pour le milieu aquatique.

Les risques liés aux installations sont :

- l'explosion pour les chaudières au gaz et l'incinérateur ;
- l'incendie pour le transformateur électrique ;
- la perte de confinement pour le réseau de distribution des solvants.

Les 3 incidents ayant affecté l'établissement sont relatifs à l'inondation de certains équipements, à un départ de feu sur un compresseur et à un déversement accidentel de produit d'impression.

La compilation des incidents/accidents ayant affecté des activités similaires à celles de CTI confirme que les causes les plus fréquentes sont : l'incendie, les rejets en rivière, l'explosion, les émanations toxiques et les inondations.

Évaluation préliminaire des risques

CTI démontre qu'il a pris les dispositions pour réduire à la source les risques, notamment ceux relatifs à la présence de solvants inflammables.

Mesures générales de prévention

Risque d'incendie

CTI dispose dans ses effectifs d'un nombre important de personnes formées au risque incendie dont 18 formées à l'utilisation de matériel lourd dont dispose la société. Il s'agit de 4 véhicules équipés pour la lutte contre l'incendie (2 présents sur le site de Chabannes et 2 sur le site de Mariac).

Chaque poste d'enduction dispose d'une centrale automatique d'extinction d'incendie.

La cabine de nettoyage dispose d'une centrale automatique d'extinction d'incendie.

Les armoires électriques sont équipées de dispositifs d'extinction automatique au gaz argon/azote.

Le site dispose d'un dispositif de sprinklage qui couvre l'ensemble du site à l'exception de la partie sud. Ce sprinklage est associé à deux sources de 30 et 580 m³.

Trois poteaux incendie sont présents à proximité de l'établissement et en complément des pompes peuvent être réalisés dans la rivière qui longe les bâtiments.

Les locaux sont dotés d'exutoires de fumée à commandes pneumatiques.

Le stockage des solvants est réalisé dans 2 des 3 cellules d'un bâtiment isolé. Ces 2 cellules sont séparées par des murs REI 120 et des portes EI 120.

De nombreuses procédures (intervention, évacuation, ...) sont en place.

Risque d'explosion

Les zones à risque d'explosion ont été recensées dans un document et dans chacune de ces zones des centrales de détection de gaz ont été implantées.

Ces centrales mettent en sécurité les installations à protéger (chaufferies, lignes d'enduction,...) en fonction de l'anomalie constatée et ce jusqu'à l'arrêt complet de l'installation.

Les zones ATEX sont matérialisées.

Le personnel amené à intervenir en zone ATEX est formé au risque d'explosion et dispose d'EPI spécifiques.

Rétention des eaux d'incendie

Le calcul des besoins en eau d'incendie réalisé selon le document D9 fait ressortir un débit nécessaire de 180 m³/h ; ce débit est disponible sur les 3 BI.

Le calcul du volume à mettre en rétention selon le document D9A est d'environ 625 m³.

Compte tenu de l'ancienneté et de l'architecture du site, il n'est pas possible de créer un bassin de confinement. L'exploitant propose d'étudier des solutions de rétention dans les bâtiments, mais n'est pas en mesure pour l'instant de faire des propositions concrètes.

Analyse Préliminaire des Risques

Sur la trentaine de phénomènes dangereux étudiés, l'exploitant propose de retenir 3 susceptibles de générer des effets irréversibles à l'extérieur du site et 2 susceptibles de générer des effets dominos sur des installations sensibles à l'intérieur du site.

Les 3 phénomènes dangereux avec effets possibles à l'extérieur sont :

- PhD1 : incendie dans le local à solvants,
- PhD2 : incendie du stockage de matières premières et produits finis (flux thermiques),
- PhD3 : incendie du stockage de matières premières et produits finis (fumées toxiques).

Les 2 phénomènes dangereux susceptibles de générer des effets dominos sont :

- PhD4 : incendie de fioul au niveau des cuves,
- PhD5 : incendie de solvants au niveau des cuves.

A noter que le récent passage au gaz des chaudières engendre la suppression des cuves de fioul et donc du scénario associé, il ne sera donc pas repris et développé par la suite.

Les effets des phénomènes dangereux retenus ci-dessus nécessite la réalisation d'une modélisation pour déterminer leur impact réel.

Quantification et hiérarchisation des différents scénarios.

Les effets seuils retenus sont ceux de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

Le logiciel Flumilog est utilisé pour le calcul des flux thermiques.

Le logiciel Phast version 6.7 a été utilisé pour le calcul de la dispersion atmosphérique d'un nuage toxique.

Une fois les effets dimensionnés, la gravité et la fréquence associées à chaque scénario ont été évaluées.

Le tableau ci-dessous synthétise toutes les caractéristiques des phénomènes dangereux étudiés et restant possibles.

Phénomènes dangereux		Distances d'effets en mètres			Gravité	Fréquence	Cinétique
		irréversibles	létaux	Létaux significatifs			
PhD1	Flux thermiques	15	13	10	Modérée	Événement très improbable	Lente
PhD2	Flux thermiques	10	5	0	Modérée	Événement très improbable	Lente
PhD3	Fumées toxiques	100	18	18	Sérieuse	Événement très improbable	Lente
PhD5	Flux thermiques	20	15	15	Modérée	Événement très improbable	Lente

Classement de ces phénomènes dans la grille de criticité MMR

Gravité/Probabilité	E	D	C	B	A
Désastreuse					
Catastrophique					
Importante					
Sérieuse		PhD3			
Modérée		PhD1, PhD2, PhD5			

Conclusion

Il s'avère que le site « Chabannes » de la société CTI se situe en situation n°3 selon la circulaire du 10 mai 2010 ; à savoir : aucun des phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur ce site n'est situé dans une case comportant le mot « NON » ou le sigle « MMR » (il s'agit des cases grisées).

En conséquence, le risque résiduel, compte tenu des mesures de maîtrise du risque existantes, est modéré et n'implique pas l'obligation d'une réduction complémentaire du risque au sein de cet établissement.

7. Propositions de l'inspection des installations classées

L'examen de l'impact réglementaire et environnemental des modifications et extensions de capacité de production déclarées par la société CTI, amène l'inspection à proposer à madame le préfet de valider ces modifications notables mais non substantielles par un arrêté pris en application de l'article R-181-46 et dans les formes prévues à l'article R-181-45 du code de l'environnement.

De plus, l'étude de dangers portant sur l'ensemble des installations présentes sur ce site a permis de démontrer que cet établissement est susceptible d'engendrer des risques acceptables pour son voisinage.

Le projet d'arrêté joint permet de valider le nouveau classement du site et de remplacer les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DDCSPP/SAE/030316/04 du 3 mars 2016 afin :

- de prendre en compte l'arrêt d'activité de la société TESCA en supprimant toutes les prescriptions liant les deux sociétés,
- de réglementer les rejets atmosphériques de la nouvelle ligne PU4 et des 2 chaudières fonctionnant désormais au gaz,
- de réglementer les rejets aqueux,
- de réduire drastiquement le volume d'eau autorisé au prélèvement dans la rivière Dorne,
- d'imposer la mise en conformité du dispositif de prélèvement d'eau dans la rivière Dorne,
- d'exiger le maintien en état des mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'étude de dangers,
- d'imposer la réalisation sous 6 mois d'une étude portant sur la rétention des eaux incendie.

Cet arrêté ne nécessite pas une présentation devant le CODERST.

L'inspecteur de l'environnement

Éric GALLAND

Valence le : 16 avril 2020

L'adjoint au chef de l'unité
inter-départementale Drôme-Ardèche
Pour la directrice,

Boris VALLAT